



28 septembre 2016

(16-5197)

Page: 1/3

Original: anglais

**FÉDÉRATION DE RUSSIE – MESURES VISANT L'IMPORTATION DE PORCINS
VIVANTS, DE VIANDE DE PORC ET D'AUTRES PRODUITS DU PORC
EN PROVENANCE DE L'UNION EUROPÉENNE**

**NOTIFICATION D'UN APPEL PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE AU TITRE DE
L'ARTICLE 16:4 ET DE L'ARTICLE 17 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LES
RÈGLES ET PROCÉDURES RÉGISSANT LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS
(MÉMORANDUM D'ACCORD) ET DE LA RÈGLE 20 1) DES
PROCÉDURES DE TRAVAIL POUR L'EXAMEN EN APPEL**

La communication ci-après, datée du 23 septembre 2016 et adressée par la délégation de la Fédération de Russie, est distribuée aux Membres.

1. Conformément à l'article 16:4 et à l'article 17:1 du *Mémorandum d'accord*, la Fédération de Russie notifie par la présente à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci dans le différend *Fédération de Russie – Mesures visant l'importation de porcins vivants, de viande de porc et d'autres produits du porc en provenance de l'Union européenne*. Conformément à la Règle 20 1) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, la Fédération de Russie dépose simultanément la présente déclaration d'appel auprès du secrétariat de l'Organe d'appel.

2. La Fédération de Russie limite son appel aux erreurs dont elle considère qu'elles constituent de graves erreurs de droit et d'interprétation du droit qui doivent être corrigées. Le fait de ne pas faire appel d'une question n'a pas valeur de consentement.

3. Pour les raisons qui seront précisées dans ses communications à l'Organe d'appel, la Fédération de Russie fait appel, et demande la modification ou l'infirmité par l'Organe d'appel, de certaines questions de droit et interprétations du droit formulées par le Groupe spécial dans le présent différend.¹

I. CONSTATATIONS DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT L'INTERDICTION À L'ÉCHELLE DE L'UE ALLÉGUÉE

4. La Fédération de Russie demande que l'Organe d'appel examine les constatations du Groupe spécial selon lesquelles ce qu'il est convenu d'appeler l'interdiction à l'échelle de l'UE est une mesure qui peut être imputée à la Fédération de Russie.² Elle fait aussi appel des constatations sous-jacentes du Groupe spécial qui ont abouti à cette constatation erronée: le fait que le Groupe spécial n'a pas fait de différence entre les mesures SPS nationales de la Fédération de Russie et les conditions des certificats vétérinaires bilatéraux UE-Russie³, le fait qu'il n'a pas donné plein effet

¹ Conformément à la Règle 20 2) d) iii) des Procédures de travail pour l'examen en appel, la présente déclaration d'appel comprend une liste indicative des paragraphes du rapport du Groupe spécial contenant les erreurs alléguées, sans préjudice de la capacité de la Fédération de Russie de mentionner d'autres paragraphes du rapport du Groupe spécial dans le contexte de son appel.

² Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.74, 7.76, 7.77, 7.78, 7.79, 7.80, 7.81, 7.82, 7.83 et 7.84.

³ Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.76, 7.77, 7.78, 7.80, 7.81, 7.82, 7.83 et 7.84.

juridique au Protocole d'accession de la Fédération de Russie⁴ et, à titre subsidiaire, le fait qu'il n'a pas reconnu la séquence inhérente aux certificats vétérinaires bilatéraux. En conséquence, le Groupe spécial a fait erreur, au regard des articles 1:1, 2:2, 2:3, 3:1, 5:1, 5:2, 5:3, 5:6, 5:7, 6:1, 6:3 et 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS ainsi que de l'article 3:3 du Mémoire d'accord, en concluant que ladite interdiction à l'échelle de l'UE imposée par la Fédération de Russie était une conduite imputable à la Fédération de Russie qui était incompatible avec l'Accord SPS.⁵ Ces constatations sont erronées et la Fédération de Russie demande que l'Organe d'appel les infirme.

II. CONSTATATIONS DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT L'ARTICLE 6 DE L'ACCORD SPS

5. La Fédération de Russie demande que l'Organe d'appel examine le fait que le Groupe spécial n'a pas interprété l'article 6:3 de l'Accord SPS comme exigeant des groupes spéciaux qu'ils tiennent compte des preuves scientifiques et techniques invoquées par le Membre importateur, conformément au niveau de protection approprié du Membre importateur.⁶ Elle fait aussi appel des conclusions du Groupe spécial – fondées sur cette erreur d'interprétation – selon lesquelles l'Union européenne a fourni les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement à la Fédération de Russie que des zones de l'Union européenne étaient, et resteraient vraisemblablement, exemptes de PPA au titre de l'article 6:3 de l'Accord SPS.⁷ De même, le Groupe spécial a constaté à tort que l'Union européenne avait fourni les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement à la Fédération de Russie qu'il y avait des zones de la Lituanie, de la Pologne, de la Lettonie et de l'Estonie qui étaient exemptes de PPA conformément à l'article 6:3⁸, et que l'Union européenne avait fourni les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement à la Fédération de Russie qu'il y avait des zones de la Lituanie, de la Pologne et de l'Estonie qui resteraient vraisemblablement exemptes de PPA conformément à l'article 6:3.⁹ Ces constatations sont erronées et sont fondées sur les constatations de droit et interprétations du droit erronées du Groupe spécial concernant l'article 6:3. La Fédération de Russie demande que l'Organe d'appel infirme les constatations du Groupe spécial.

6. La Fédération de Russie demande aussi que soit examinée l'interprétation juridique donnée par le Groupe spécial selon laquelle l'article 6:3 de l'Accord SPS n'impose pas de délai raisonnable pour la collecte par les Membres exportateurs des preuves nécessaires, d'une part, et pour l'examen par les Membres importateurs des preuves nécessaires, d'autre part.¹⁰ En conséquence de l'interprétation erronée qu'il a donnée selon laquelle l'article 6:3 n'exigeait pas la production, la traduction et l'examen des preuves nécessaires pendant un "délai raisonnable", le Groupe spécial a constaté à tort aux paragraphes 7.963 et 7.1003 que l'Union européenne avait fourni les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement à la Fédération de Russie que des parties de l'Estonie étaient, et resteraient vraisemblablement, exemptes de la maladie sur la base d'un créneau de trois jours à compter de l'apparition du premier foyer de peste porcine africaine en Estonie. Par conséquent, la Fédération de Russie demande que l'Organe d'appel infirme l'interprétation juridique erronée du Groupe spécial et sa conclusion concernant l'Estonie.

7. La Fédération de Russie demande en outre que soit examinée l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 6:1 et de sa relation avec l'article 6:3 de l'Accord SPS.¹¹ Le Groupe spécial a constaté que, dans des situations où un Membre exportateur présentait une demande de reconnaissance d'une zone conformément à l'article 6:3, une constatation de violation de l'article 6:1 concernant les conditions dans le *Membre exportateur* pouvait toujours être formulée

⁴ Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.108, 7.109, 7.110, 7.111, 7.112, 7.114, 7.115, 7.116.

⁵ Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.216 à 7.220, 7.235, 7.237, 7.484, 7.494, 7.571, 7.591, 7.707, 7.714, 7.719, 7.720, 7.783, 7.834 et 7.846.

⁶ Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.384, 7.389, 7.391 à 7.396, 7.399, 7.404, 7.406, 7.412, 7.413, 7.414, 7.416, 7.454, 7.930, 7.932, 7.933, 7.938, 7.939, 7.940, 7.969, 7.976, 7.978, 7.985, 7.987, 7.996, 7.1003 et 7.1004.

⁷ Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.449, 7.455 et 7.456.

⁸ Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.963.

⁹ Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.976, 7.985, 7.1001, 7.1003 et 7.1004 (deuxième et troisième phrases).

¹⁰ Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.384, 7.393, 7.394, 7.395, 7.396, 7.399, 7.404, 7.406, 7.412, 7.413, 7.414, 7.416, 7.454, 7.930, 7.932, 7.933, 7.938, 7.939, 7.940, 7.969, 7.978, 7.987 et 7.996.

¹¹ Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.365, 7.1011 (deuxième phrase), 7.1020, 7.1027, 7.1028.

même en l'absence de constatation selon laquelle le pays exportateur avait fourni les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement que des zones de son territoire étaient, et resteraient vraisemblablement, exemptes de maladies au titre de l'article 6:3. Sur la base de cette interprétation juridique erronée, le Groupe spécial a constaté que, bien que l'Union européenne n'ait pas fourni les preuves nécessaires démontrant objectivement que des parties de la Lettonie resteraient vraisemblablement exemptes de PPA, la Fédération de Russie avait néanmoins violé l'article 6:1, en partie parce qu'elle n'avait pas adapté ses mesures aux caractéristiques SPS en Lettonie.¹² La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmier l'interprétation juridique erronée du Groupe spécial et sa conclusion erronée concernant la Lettonie au titre de l'article 6:1 de l'Accord SPS.¹³

¹² Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.995 et 7.1028.

¹³ Dans la mesure où l'Organe d'appel infirme les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6:3 concernant la Lituanie, la Pologne, l'Estonie et l'interdiction à l'échelle de l'UE eu égard à l'argumentation exposée aux paragraphes 93 à 194 ci-dessus, la Fédération de Russie lui demande aussi d'infirmier les constatations du Groupe spécial selon lesquelles les restrictions à l'importation visant la Lituanie, la Pologne et l'Estonie et l'interdiction à l'échelle de l'UE alléguée sont incompatibles avec l'article 6:1 de l'Accord SPS. Voir, par exemple, les paragraphes 7.484, 7.1020, 7.1028.